

NOTRE SONDAGE

Nord-Sud

Quels partis les personnes interrogées lors de notre sondage pointent-elles du doigt comme responsables de cette crise politique? C'est grosso modo le même résultat des deux côtés de la frontière linguistique... mais inversé.

Pour 86 % des francophones sondés, c'est surtout la faute aux partis flamands, mais aussi, quand même, à 45 % aux partis francophones.

Pour 85 % des Flamands, ce sont les partis francophones les plus responsables de cette situation, plus que les partis flamands (45 %, quand même).

BHV, c'est important

Le dossier BHV est important pour 2 Flamands sur 3 (68,7%), moins pour les francophones (mais 41,9 % quand même).

Normale, la chute du gouvernement?

Il est tellement important qu'il justifie la chute du gouvernement pour presque 1 flamand sur 2 (45 %), soit deux fois plus que du côté francophone (23,1%). Mais 45 % autres pensent aussi qu'il ne le justifie pas, comme 76,3 % des francophones.

Éclatement du pays

Près de 1 Flamand sur 3 (31,8 %, contre seulement 12,2 % de francophones) pense que la seule solution pour résoudre ce dossier BHV est l'éclatement de la Belgique, alors que 57,7 % d'habitants du Nord du pays pensent le contraire (le taux est beaucoup plus largement majoritaire côté francophone: 79,7 %).

Par ailleurs, au-delà du dossier déclencheur, BHV, c'est cette fois plus de 1 Flamand sur 3 (36,7 %) qui pense que cette nouvelle crise politique va conduire, à court terme, à l'éclatement de la Belgique; un avis que partagent encore plus de francophones (43,9 %).

À noter que ces questions du sondage ne portaient pas sur ce que souhaitaient les personnes interrogées mais bien sur comment elles voyaient l'évolution de la situation.

Élections?

Les Flamands sont partagés quant à l'idée de retourner aux urnes: 46,4 % trouvent qu'il ne faut pas organiser des élections fédérales anticipées mais 43,9 % y sont favorables. C'est moins divisé du côté francophone, qui est plutôt contre le retour aux urnes, à 55 %, contre 29 % pour.

En pratique

Ce sondage a été réalisé ce jeudi 22 avril par Internet, par le bureau Ivox, à la demande du groupe Corelio dont font partie les Éditions de l'Avenir (éditrices du *Journal*), ainsi que le *Standaard*, le *Nieuwsblad*, etc.

L'échantillon représentatif de l'électorat belge était de 1287 personnes, âgées de 18 à 77 ans (748 Flamands, 539 francophones)

Les résultats complets ont été publiés dans notre édition de ce vendredi 23 avril. Voir aussi sur notre site Internet, www.actu24.be, et sur celui du bureau qui a réalisé le sondage, www.ivoxpanel.be.

CRISE GOUVERNEMENTALE

« Vers le confédéralisme ? »

Député fédéral socialiste, André Frédéric évoque la piste du confédéralisme comme suite de la réforme de l'État, plutôt que l'éclatement.

● **Interview :**
Franck DESTREBECQ

Vendredi, *Le Jour* publiait un sondage réalisé jeudi à l'occasion de la chute du gouvernement et de la crise politico-communautaire. On retrouvera les principaux résultats ci-contre, à gauche, enregistrés aux questions que nous posons cette fois aux Verviétois qui siègent au parlement fédéral.

André Frédéric (député PS), vous attendiez-vous à un tel clash?

Non! Parce que je pense que la plupart des partis autour de la table affichaient une réelle volonté d'aboutir à un accord. Certes, on s'attendait à ce que cela prenne un certain temps, mais, dès lors, l'attitude de l'Open VLD d'exiger une décision dans l'heure était inacceptable.

Le dossier BHV est-il, à vos yeux, si important?

En soi, il est important dans la mesure où il conditionne le respect des francophones de la périphérie. Mais, pour tous les autres belges, la scission de BHV, tout comme les questions institutionnelles en général, est loin d'être leur priorité. Je rappelle qu'on sort d'une crise financière et économi-

que terrible, que tout le monde éprouve des problèmes au quotidien, qu'on perd des emplois par milliers et qu'on ne sait pas comment on va faire pour financer les pensions. Les priorités, elles sont là. Mais il y a aussi la réalité à traiter, comme la scission de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, quand bien même ni moi ni mon parti, ne sommes demandeurs.

Est-ce que cela justifiait la chute du gouvernement?

Évidemment que non! C'est du surréalisme! BHV est un problème qu'on traîne depuis 45 ans et c'est vrai qu'il faut le traiter. Mais imposer un ultimatum comme l'ont fait les libéraux flamands, avec cette crise et alors que la Belgique

André Frédéric n'exclut rien, « à partir du moment où des partis flamands sont élus sur base de slogans comme "Que la Belgique crève!"... »



Belga

s'apprête à présider l'Union européenne, c'est à la fois surréaliste, inadmissible et irresponsable!

Pensez-vous que ce nouvel épisode pourrait conduire, à court terme, à l'éclatement du pays?

Je ne le souhaite pas mais je constate aussi qu'il y a une forte poussée nationaliste au Nord du pays, dans le chef des partis surtout. Sous cette pression démocratique, il faudra avoir une grande discussion pour voir comment encore vivre ensemble. Avec une réforme de l'État vers – pourquoi pas? – un confédéralisme. Nous sommes dans un pays auquel les personnes tiennent mais, à partir du moment où des partis flamands sont élus sur base de slogans du style « Que la Belgique

crève!»...

Pensez-vous qu'on va retourner aux urnes?

Je ne suis pas voyante. À titre personnel, je ne le souhaite pas, mon parti non plus. Pas par peur de rebattre les cartes mais parce qu'il y a d'autres choses à faire, comme je viens de vous le dire (l'emploi, la situation sociale, etc.). S'il y en a, en Flandre, qui jouent la carte régionaliste, en cas d'élections, il y aurait une radicalisation telle que ceux qui veulent que la Belgique éclate ne vont pas voter pour le VLD. Ils préféreront toujours l'original à la copie. Et si on doit négocier avec des Dedecker, De Wever et Annemans, on ira au-devant d'une crise de régime sans précédent. ■

« Une confédération, comme en Suisse ? »

Katrin Jadin (députée MR), vous attendiez-vous à un tel clash?

Absolument pas. Je suis attristée, choquée, moi qui suis libérale de la position de l'Open VLD, qui a fait primer un quelconque calcul politique à l'intérêt général et met ainsi en péril le fonctionnement de l'État.

En quoi le dossier BHV est-il si important?

Pour moi, verviétoise, germanophone, je pense que nous sommes là pour améliorer la vie des citoyens. Mais le fait est que c'est un problème épineux, qui a des conséquences importantes pour la Belgique et qui amène à se demander comment nous allons continuer à vivre ensemble.

Cela justifie-t-il la chute d'un gouvernement?

Depuis mon élection en 2007, j'en ai connu, des chutes de gouvernement! Même si ce n'est pas la bonne solution.

Pourrait-ce conduire à l'éclatement du pays?

On ne peut pas l'exclure, mais ce n'est pas mon souhait. Moi qui suis politologue de formation,



Katrin Jadin (Mouvement réformateur), unique germanophone au parlement fédéral.

élue en 2007, j'étais loin d'imaginer l'ampleur que BHV pourrait prendre et à quel point une réforme de l'État doit être faite si on veut continuer à vivre ensemble. Peut-être dans une grande confédération, comme en Suisse.

Pensez-vous qu'on s'achemine vers des élections anticipées?

Je ne sais pas et je me réjouirais d'avoir une année sans élections. Mais c'est vrai que je m'y prépare. ■

« Une réforme pour continuer à vivre ensemble »

Marie-Martine Schyns (députée cdH), imaginez-vous un tel clash politique?

Non, pas à ce point-là. Je m'attendais à quelque chose, mais de plus modéré. Mais j'ai l'impression qu'il y a un peu d'apaisement pour le moment (*NDLR: vendredi après-midi, après la petite courbe rentrante – de façade ou non? – de l'Open VLD*).

Le dossier de la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde est-il si important?

À partir du moment où il empêche que le gouvernement puisse gérer le pays, oui!

De là à aller jusqu'à faire chuter le gouvernement?

C'est toujours le problème, si les Flamands ont un jeu stratégique et s'en servent comme d'une arme pour un enjeu électoral.

Pensez-vous que ce dossier pourrait conduire, à court terme, à l'éclatement du pays?

Non. Mais bien, comme les francophones le disent tous, à une réforme de l'État qui permettrait qu'on puisse continuer à vivre ensemble. Avec malheureusement une réforme qui accorderait encore



Marie-Martine Schyns (Centre démocrate humaniste) espère un assouplissement et un accord.

plus de compétences aux Régions.

Pensez-vous qu'on va retourner aux urnes?

C'est très difficile à dire, mais il ne faut pas l'exclure. Vu comme ça s'est passé aujourd'hui, je dirais que non. Grâce à l'union de tous les partis francophones, qui ont appelé à l'apaisement, à la position moins catégorique de l'Open VLD et aussi à l'attitude du Roi. Tout cela peut aider à aboutir à un accord. ■

Fr. D.